

Ne parlons pas « d'affrontements »

75 ans de service public

Stop ou encore ?

Palestine

EDF / GDF

Occupation de Graslin

P.2

P.3

P.7



Édito

La crise sanitaire sans précédent que nous sommes en train de traverser a mis en lumière l'importance des services publics des collectivités, notamment des départements, aussi bien en zone urbaine que rurale.

Elle nous a aussi donné le ton sur la gravité sociale dans laquelle nous nous trouvons, à travers l'inégalité grandissante et les situations précaires que vivent de plus en plus de nos concitoyens.

Les prochaines élections départementales détermineront une ligne politique. Nous aspirons à une dynamique permettant d'aboutir à un département solidaire face à une réalité du quotidien de plus en plus dure.

Lutter contre l'exclusion et la pauvreté, aussi bien dans la continuité que dans le renouveau des projets, au cœur même du département, a une importance capitale.

Nous nous devons d'apporter une réponse positive à travers nos valeurs et nos engagements pour permettre la continuité des services à tous les niveaux du département afin d'accompagner au mieux tout un chacun, de la naissance à son plus vieil âge, et ce dans toutes les situations qui le nécessite.

Aider pour grandir et aider pour vieillir dans la dignité, au travers d'infrastructures que nous devons faire évoluer en gardant en tête que les départements sont des acteurs sociaux incontournables.

Les compétences données aux départements ouvrent la voie de la solidarité et de la cohésion territoriale.

Ces compétences précises doivent nous permettre de

défendre les besoins croissants des concitoyens via les différents champs d'action que sont l'éducation, la culture, le sport, l'aménagement du territoire, le transport et l'aide sociale.

Grand pôle d'action des départements, l'aide sociale regroupe à elle seule l'accompagnement de l'enfance à travers entre autres les PMI ou ASE, l'aide aux personnes en situation de handicap avec par exemple la MDPH, l'aide aux personnes âgées à travers l'APA ou encore les prestations d'aide sociale tel que le RSA.

Nous devons être présents pour maintenir les acquis d'hier et pour construire ceux de demain. Garantir un développement qui tire chacun vers le haut et qui ne laisse personne sur le côté en ayant pour objectif d'effacer les inégalités sociales et territoriales.

Chaque voix comptera le 20 JUIN 2021 !

Gulasor UZUNPINAR



Effondrement de la gauche à Madrid

Les élections à la communauté de Madrid en Espagne ont vu le Parti populaire (PP, droite) garder cette région de plus de 6 millions d'habitants avec près de 44 % des voix. **La gauche s'est écroulée dans ce qui constituait un test électoral pour le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez.**

Les villes populaires de banlieue ont majoritairement favorisé le PP et le parti néo-franquiste Vox progresse, le tout dans un contexte de forte participation. Outre

le PS, Ciudadanos, allié espagnol de LREM est le grand perdant de ce scrutin en étant éliminé du parlement.

Les communistes réunis au sein de la coalition Unidas Podemos progressent avec plus de 7 % des voix. Trop peu pour inquiéter les forces antisociales, son leader Pablo Iglesias qui avait contribué à fonder Podemos il y a dix ans a annoncé son retrait de la vie politique espagnole.

Colombie



La Colombie traverse une crise profonde : depuis le 28 avril, les Colombiens et Colombiennes se mobilisent, les classes sociales les moins favorisées, c'est-à-dire 45% de la population, se révoltent contre un appareil d'État qui les méprise depuis toujours et dont la réforme fiscale n'a été que le coup grâce. Par ailleurs, la réforme de la santé qui donnait au privé le plein pouvoir sur le secteur achevait un système déjà paupérisé par une pandémie et des décennies de corruption. La violente répression policière a fini par tuer 46 personnes et faire 1 600 blessés... le suicide d'une femme victime des violences sexuelles commises par quatre policiers. Et nous qu'est-ce qu'on fait ? Compter les morts ? Exiger d'une diplomatie vétuste une aide si insignifiante soit-elle pour demander le plus élémentaire des principes, la souveraineté populaire ? La mobilisation n'est qu'un cri à l'aide qui peut-être ne sera jamais entendu...

La volonté de changement est plus puissante que jamais. Depuis la mobilisation pour la ratification des accords de paix, une jeunesse politisée se révolte contre la corruption, contre les réformes successives et pour la démocratie. De même, les médias indépendants gagnent du terrain et la vieille rhétorique des médias traditionnels n'est plus écoutée : l'anticommuniste qui inculpe systématiquement les FARC, qui a fait gagner l'extrême droite depuis les années 2000, l'ex-président Uribe et ses grégaires.

La grève qui a débuté le 28 avril demande de vraies réponses, le dialogue national proposé par le président Duque n'aboutit à rien. Pour commencer à négocier, le comité de grève demande en premier lieu une réforme de la police. La gauche centriste et alternative gagnante des dernières élections municipales, notamment à Bogotà, doit prendre sa part et protéger les manifestants. Les discours tièdes dans une société qui demande des changements radicaux sont aussi nuisibles que le silence des diplomates face à la violation du droit international. L'exemple du Chili pourra matérialiser une demande d'une nouvelle constitution. En attendant, des gens continuent à mourir et nous, qu'est-ce qu'on fait ? Ne jamais oublier nos morts, ces justes, victimes de la "justice".



Palestine

Ne parlons pas « d'affrontements »

Les événements en cours en Palestine sont certainement les plus graves que le pays ait connus depuis **l'offensive israélienne sur Gaza de 2014 qui s'était soldée par plus de 2000 morts.** Ils se concentrent sur deux fronts.

Tout d'abord l'insurrection palestinienne à Jérusalem contre les expulsions du quartier de Cheikh Jarrah. La méthode coloniale est désormais bien rodée. Après avoir coupé les quartiers palestiniens de la Cisjordanie par la présence de colonies de peuplement, l'État d'Israël isole les familles palestiniennes les unes des autres afin de déstructurer la société de Jérusalem-est et faciliter les expulsions de Palestiniens. **Pour certains, dont les familles avaient déjà été expulsées en 1948, la perte une nouvelle fois de leur maison rappelle douloureusement la Nakba et confirme la permanence du processus de nettoyage ethnique en Palestine.**

La violence de la répression coloniale contre le soulèvement a entraîné une propagation à la bande de Gaza, déjà sous le siège d'un blocus illégal depuis 2007. Dans le but de faire cesser les tirs de roquette depuis ce territoire, l'armée israélienne bombarde sans retenue des zones fortement peuplées. Des immeubles entiers sont retournés par des bombes qui fracturent le sol dans

l'objectif de détruire des tunnels construits par le Hamas, au pouvoir à Gaza.

Le Hamas apparaît comme un adversaire bien commode pour Israël : parti islamiste, menant une dictature en interne et pas avare de tirs sur des zones civiles en externe, il est un bouc émissaire parfait pour la propagande israélienne qui cherche à tout prix à détourner l'attention de la situation coloniale. Il n'empêche, la reprise de la violence dans la région ne peut être considérée comme un conflit qui mettrait aux prises deux forces égales partageant les torts d'une situation intenable pour les populations.

La résistance palestinienne sous toutes ses formes n'est que la conséquence d'une violence coloniale dont l'intensité est sans commune mesure – en attestent les quelques 230 victimes des bombardements depuis le 10 mai. La Palestine n'occupe pas militairement Israël, ne colonise pas ses terres et ne la soumet pas à un blocus.

Comme souvent en Palestine, c'est dans les épreuves que se forge l'unité populaire. Le 18 mai a ainsi vu le succès d'une grève générale de Palestiniens des deux côtés de la « ligne verte » de 1967.



L'Ecosse vers un nouveau référendum ?

Les élections locales en Grande-Bretagne ont vu un **effondrement du Parti travailliste dans ses bastions et une baisse plus modérée des conservateurs.** Seul motif de réjouissance pour la gauche, les travaillistes gallois ont résisté à la poussée conservatrice pour garder la main sur la région. La mairie de Londres a été aisément conservée par le travailliste Sadiq Kahn.

Tous les regards étaient braqués sur l'Écosse qui élisait son parlement régional. Dans cette nation de plus de cinq millions d'habitants, un référendum pour l'indépendance avait échoué en 2014 mais les débats ont été relancés suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le parti national écossais (SNP) avait promis de demander un nouveau référendum en cas de majorité absolue aux élections. Avec seulement 64 sièges – contre 65 espérés – le SNP échoue dans son

pari malgré une poussée importante. Cependant, la progression des verts écossais donne aux forces nationalistes une majorité absolue au parlement écossais.

En conséquence, la première ministre écossaise Nicola Sturgeon a rappelé au Royaume-Uni sa volonté d'organiser un nouveau référendum sur l'indépendance. **Le premier ministre conservateur, Boris Johnson, refuse pour l'instant une telle possibilité, le résultat sans appel de 2014 devant régler la question de l'indépendance pour une génération entière.**

Il n'en demeure pas moins que le nationalisme écossais, social-démocrate et europhile, est une force solidement établie dans le nord de l'île et sur laquelle il faudra compter à l'avenir.

EDF / GDF

75 ans de service public de l'énergie sous le signe de la lutte !



Le 11 mai dernier, les agents électriciens et gaziers ont célébré le 75ème anniversaire du service public de l'énergie et la création de l'entreprise nationale Électricité de France et Gaz de France, en 1946, par Marcel Paul, ministre communiste de la production industrielle. Pour cet événement interrégional, 600 agents ont répondu présent à l'appel de la CGT Mines et énergie et de l'intersyndicale CFDT, CFE/CGC, FO ; pour ce rendez-vous de lutte commémoratif, revendicatif, indiscutablement politique.

D'ailleurs, plusieurs responsables politiques, parmi lesquels Aymeric Seassau, co-secrétaire départemental du Parti Communiste Français, Guillaume Garot, tête de liste de l'union de la gauche aux élections régionales, Adrien Quatennens, député LFI et Mathieu Orphelin, tête de liste régional de l'alliance EELV/FI et député élu sous l'étiquette LREM, ont tour à tour pris la parole sur le sujet de l'énergie.

Pour Mathieu Pineau, secrétaire départemental CGT des mines et énergie et Sébastien Ménesplier, secrétaire de la fédération, « le gouvernement s'obstine à vouloir démanteler le service public et la filière industrielle de la production, du transport et de la distribution du gaz et de l'électricité ».

Dans le viseur, les projets gouvernementaux Hercule et Clamadiou. Deux projets de casse du service public, d'accélération de la libéralisation du marché de l'énergie, de licenciements et de baisse de revenus pour les agents mais pas seulement. En effet, les usagers seraient aussi les grands perdants de ces plans capitalistes. Outre la dégradation de la qualité des services, la fin de la régulation des tarifs entraînerait l'augmentation des factures.

Pendant que les actionnaires gonfleraient leurs profits, le pouvoir d'achat populaire serait, quant à lui, tiré vers le bas. « Je me suis accroché à la nationalisation de l'électricité et du gaz comme un chien qui n'a pas mangé depuis huit jours s'accroche à un os. » Cette citation de Marcel Paul rappelée par Aymeric Seassau dans son intervention politique illustre bien la combativité des agents des Industries électriques et gazières, déterminés à défendre les entreprises de service public, l'emploi, les droits sociaux et l'avenir du secteur énergétique, indiscutablement au cœur des enjeux industriels, sociaux et environnementaux. **La prochaine mobilisation aura lieu le 8 juin prochain, à Cordemais, pour soutenir le projet Ecocombust**

SAIPOL

André Chassaigne
interpelle le gouvernement



Le député communiste va interpeller le gouvernement sur la situation de l'entreprise SAIPOL de Montoir de Bretagne. **Le PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi), proposé par la direction de cette filiale du groupe industriel AVRIL, prévoit le licenciement de l'ensemble des 33 salariés.**

Pourtant, ce groupe bénéficie d'aides et d'investissements publics à travers la Banque publique d'investissements. **SAIPOL produit du biodiesel à partir de colza 100 % français. Ce faisant, l'entreprise est un outil au service de la transition écologique. SAIPOL n'exclut pas d'importer des produits étrangers produits à partir de soja ou d'huile de palme d'Amérique du sud, et de mettre en concurrence les sites français et ceux de l'hémisphère sud.** Pour Hervé Michaud, secrétaire du syndicat CGT : « avant la généralisation du tout électrique, il va falloir continuer à produire du bio diesel et du bio fioul, va-t-on s'approvisionner à l'étranger ? ». Les salariés demandent l'abandon pur et simple du PSE et la pérennité du site. La balle est dans le camp du gouvernement.

Élections régionales 2021 en Pays de la Loire

Depuis le vendredi 14 mai, la liste du « Printemps des Pays de la Loire », rassemblant 11 forces de gauche et écologistes pour les élections régionales des 20 et 27 juin est désormais officielle. Conduite par Guillaume GAROT, elle allie renouvellement, expérience et valorise celles et ceux qui s'engagent pour les autres. Onze communistes y figurent : 3 pour la Loire-Atlantique (4ème, 17ème et 26ème places), 2 pour le Maine et Loire (4ème et 17ème places), Mayenne (4ème et 8ème places), Sarthe (4ème et 9ème places), Vendée (3ème et 6ème places). Engagé.es autour d'un projet sans ambiguïté en matière de services publics, développement industriel, transition écologique, nos trois candidat.es ont la parole :

Pascal PONTAC



Agissons ensemble pour :

- Gagner le changement, la pérennité de nos industries au service du territoire
- Une transition écologique au service des populations et de nos emplois

Agissons pour avoir une cohérence d'aménagement et sortons des clivages afin d'apporter des solutions simples et fiables. La Loire est l'un des vecteurs économiques du développement durable. Elle est vivante, dotée d'une richesse naturelle, sauvage mais surtout extraordinaire lorsque celle-ci traverse de grandes métropoles.

Ce fleuve permet le transport de marchandises de toutes natures et apporte une alternative comme le report modal, qui n'oppose pas les modes de transport, qui sont et devront rester complémentaires.

Delphine BITHOREL



Agissons ensemble pour :

- que la culture soit accessible à tous les jeunes
- que la culture sportive soit accessible aussi à tous les jeunes
- pour l'éducation de la jeunesse

Agissons pour que tous nos jeunes puissent accéder aux théâtres, aux concerts, aux spectacles.

Agissons pour que nos jeunes puissent accéder aux sports car le sport c'est aussi de la culture.

Que le e.pass jeunes culture sport soit accessible le plus facilement possible. La jeunesse de demain doit avoir la possibilité d'accéder à tous les niveaux de culture, quels que soient son milieu, son quartier.

L'aide au financement pour le permis de conduire doit s'ouvrir à tous les jeunes quelque soit le niveau de formation.

Mette en place une tarification sociale dans les restaurants scolaires gérés par les régions.

Nous avons pu constater depuis l'arrivée du virus la déchéance des niveaux de vie et sociale de la jeunesse.

La région a beaucoup de travail à faire sur ces sujets-là, car la jeunesse demain est l'avenir .

Véronique MAHE



S'il est utile de soutenir les entreprises connaissant des difficultés ou souhaitant se développer, il est indispensable que les engagements pris soient contractualisés et contrôlés afin qu'ils servent véritablement l'emploi. Pour y parvenir, nous devons nous donner les moyens de vérifier que les aides accordées par la Région sont bien utilisées avec la finalité de créer ou maintenir l'emploi, mais également qu'elles servent de levier pour améliorer les conditions de travail des salarié.es. En 2013, cette démarche a été concluante dans la Région Pays de la Loire, où, en concertation avec les salarié.es et les syndicats, la CRESA a obtenu le remboursement de 50 000 € versés à l'entreprise Bobcat qui s'était engagée à créer 64 emplois mais avait finalement effectué 124 licenciements ! Cependant, la mise en place de cette Commission Régionale d'Evaluation et de Suivi des Aides Publiques a démontré les limites d'une action à posteriori. Afin de renforcer l'efficacité de cet outil, au service de l'emploi et de la transparence de gestion, nous porterons la nécessité d'un contrôle en amont de l'attribution des aides.



10 propositions pour la Loire-Atlantique

1. Nous doterons chaque élève de 6ème d'un ordinateur portable pour lutter contre l'inégalité d'accès aux outils numériques.
2. Nous renforcerons le maillage territorial de collèges et assurerons le renforcement des moyens humains dans les établissements.
3. Nous instaurerons la distribution gratuite de protections hygiéniques dans tous les bâtiments gérés par le Département.
4. Nous augmenterons le nombre de logements intermédiaires, adaptés pour la vie des personnes âgées et expérimentons un EHPAD «hors les murs», pour bénéficier des services de l'établissement directement chez soi.
5. Nous développerons les programmes de vacances pour les familles populaires dans le cadre du droit à la mer.
6. Nous mettrons en place une conférence de l'emploi et de la formation pour les bénéficiaires du RSA avec les entreprises, les représentants de salariés, les élus locaux et les associations.
7. Nous refuserons toute diminution d'offre de services publics (Bureaux de Poste, Centres de finances publiques, Guichets SNCF, Centres incendies et de secours).
8. Nous accélérerons la construction de logements sociaux et permettrons l'accession à la propriété en bail réel solidaire, afin de réduire le coût d'achat d'un logement pour une famille.
9. Nous assurerons des permanences régulières pour vous rencontrer et vous rendre des comptes.
10. Nous entretiendrons les voies navigables, bonnes pour l'économie et la Planète, en lien avec les communes, la région et l'Etat.

Antoine BARRETEAU

Candidat sur le canton de Saint-Nazaire 2, il veut réduire la fracture numérique dans les collèges



La crise sanitaire et l'école à distance ont mis en évidence des disparités importantes entre les élèves. Parmi ces dernières, une véritable fracture numérique s'est révélée.

Il est insupportable de penser que dans notre département tous les enfants ne se trouvent pas sur un pied d'égalité face à la réussite scolaire. Le développement du numérique constitue aujourd'hui un véritable enjeu de société et un défi éducatif de première importance.

Disposer d'un ordinateur personnel est l'un des outils pour réussir ce défi.

Dans les faits, toutes les familles n'ont pas les moyens d'offrir un ordinateur à leurs enfants. C'est la raison pour laquelle, dès leur entrée en sixième il me paraît fondamental de proposer un ordinateur aux élèves qui n'en disposent pas encore à leur domicile. Nous sommes conscients du coût finan-

cier de cette démarche volontariste, c'est la raison pour laquelle il peut être proposé des ordinateurs reconditionnés en très bon état comme cela se pratique dans de nombreux autres départements. Le parc informatique du département est régulièrement renouvelé et l'appel à des associations de réinsertion ou d'entreprises de reconditionnement constitue également une solution très rationnelle et économique.

Cette initiative comporte un double intérêt :

- La solidarité (pour une véritable mise en œuvre d'une école de la réussite)
- La lutte contre l'obsolescence programmée

Il s'agit avant tout d'un excellent investissement sur l'avenir puisqu'il permet de lutter contre les inégalités sociales et territoriales.

Bruno CHEVALIER (GRS)

Le candidat du canton Nantes 3 veut développer la formation professionnelle en lien avec les prestations sociales



Le département ne doit pas être uniquement le gestionnaire du RSA, mais aussi avoir vocation à promouvoir des actions de formation qui permettent aux bénéficiaires de cette prestation sociale, de retrouver un « vrai » emploi.

Cela passe par une passerelle permettant de mettre en contact bénéficiaires, centres de formation et entreprises ; mais aussi par une meilleure maîtrise des outils informatiques qui sont utiles tant pour constituer leur dossier, les suivre, trouver les formations ad hoc. Le Conseil Départemental doit être facilitateur des démarches et aussi promoteur des filières innovantes tant dans le secteur public, privé ou de l'économie sociale et solidaire.

Nous sommes dans un monde en perpétuelle mutation et les métiers de demain sont encore en devenir : réseau, gestion des données, transition écologique, etc... Dès le collège, et en préparation du stage en entreprise, il faut ouvrir les collégiens à ces nouvelles filières en cursus classique, mais aussi aux filières par alternance.

Nathalie BLIN

Candidate dans le canton de Nantes 7, elle veut intensifier la lutte contre la précarité en Loire-Atlantique



L'action sociale est une des compétences les plus importantes du département et elle constitue l'ADN du Parti communiste français. C'est donc un point important de l'intervention des communistes qui seront amenés à siéger au sein de la future assemblée départementale.

Les confinements successifs ont contribué à une explosion de la pauvreté et de la précarité entretenues par le capitalisme. Parmi les collectivités territoriales, le département doit être encore plus un bouclier social contre les ravages amenés par la crise. De trop nombreux publics se retrouvent éloignés de leurs droits en raison d'une méconnaissance et de difficultés d'accès aux mécanismes de solidarité départementaux.

La mise en place de l'attribution automatique des aides sociales permettrait de lutter contre le non-recours aux droits en particulier en ce qui concerne le RSA. De même, le département doit renforcer l'information aux jeunes, pour qui l'entrée dans le monde professionnel est particulièrement difficile, des aides auxquelles ils peuvent prétendre.

A Nantes

Un large rassemblement de la gauche

Le PCF est soutenu dans les cantons de Nantes 3, Nantes 4, Nantes 5 et Nantes 6 par la France Insoumise. Le PCF soutient la France Insoumise et les candidatures de Ségolène Amiot et Kévin Loquais dans le canton de Nantes 2. Le PCF soutient aussi les candidatures de Vincent Danis (PS) et Fabienne Padovani (PS) dans le canton de Nantes 1.

Canton de NANTES 3

Bruno CHEVALIER (GRS), 65 ans, Chef d'entreprise
Anouk GUEZET (PCF), 50 ans, Enseignante
 Dominique RENOUX (GRS), 60 ans, Ingénieur télécom
 Annaïck MAGNE-DABIN (PCF), 21 ans, Secrétaire comptable

Canton de NANTES 5

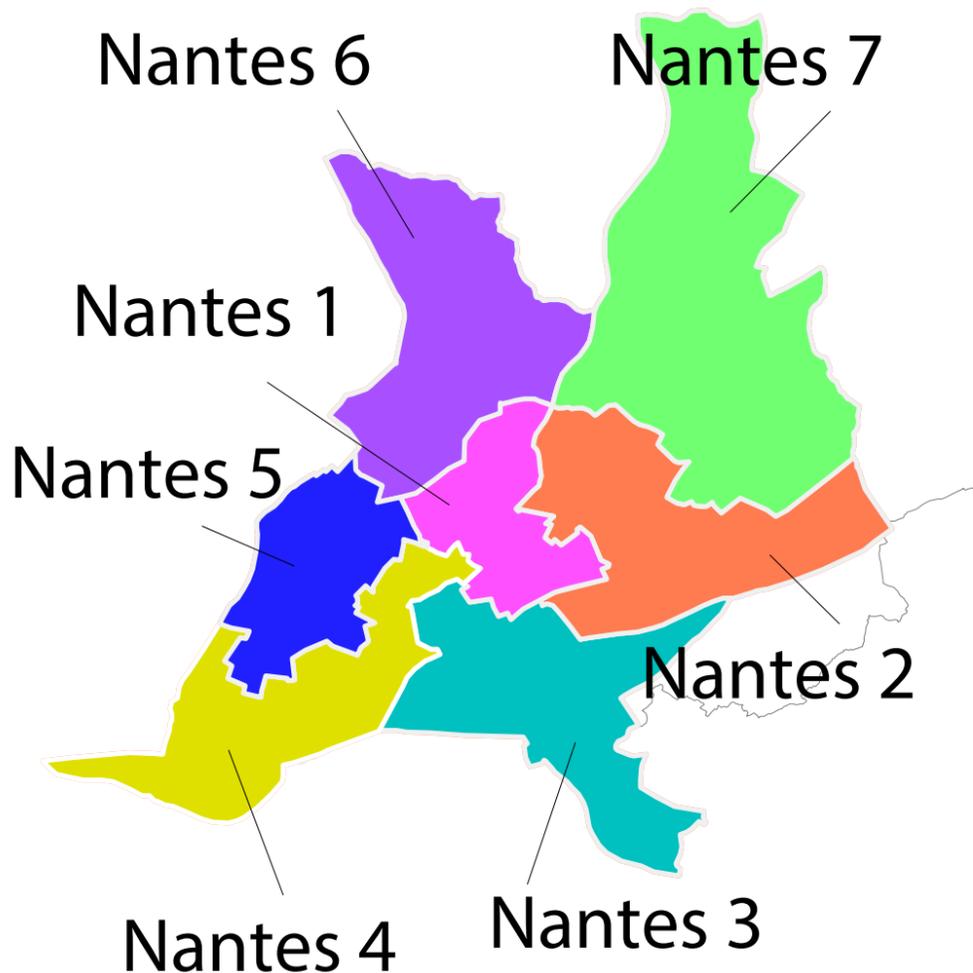
Clotilde MATHIEU (PCF), 40 ans, Journaliste
Robin SALECROIX (PCF), 30 ans, Vice-président de Nantes Métropole
 Isabelle HUCHET (PCF), 60 ans, Aide-soignante
 Sinan ZER (PCF), 41 ans, Sans profession

Canton de NANTES 6

Radia ESSASSI (militante de gauche), 47 ans, Juriste
Aymeric SEASSAU (PCF), 43 ans, Secrétaire départemental du PCF
 Jean-Paul CANEVET (militant de gauche), 70 ans, Médecin
 Marlène COLLINEAU (GDS), 36 ans, Chargée de mission

Canton de NANTES 7

Nathalie BLIN (PCF), 58 ans, Conseillère municipale de Nantes
Philippe BRARD, (GDS), 57 ans, Enseignant
 Pascale ROBERT (PCF), 61 ans, Chirurgien dentiste
 Sofiane GUERGUI (GDS), 34 ans, Chargé de programmation



Des candidats communistes pour le département

Canton de CLISSON

Pedro MAIA (PCF), 42 ans, Conseiller municipal de Gorges
Elsa PAQUIS-LAURENT (PCF), 31 ans, Câbleuse en électronique
 Serge SAVARIAU (PCF), 60 ans, Dirigeant d'une association de pêche
 Delphine BAELEN (PCF), 39 ans, Agent de contrôle SNCF

Canton de GUEMENE PENFAO

Juliette COANET (FI), 59 ans, Auxiliaire de vie sociale
Christian LE CALOCH (PCF), 60 ans, Conseiller municipal de Marsac sur Don
 Sébastien GENOU(FI), 43 ans, Développeur web
 Nathalie BAER (PCF), 37 ans, Conseillère municipale de Guéméné Penfao

Canton de REZE 1

Julie COCHIN (PCF), 39 ans, Conseillère pôle emploi
Nicolas PROUTIERE (PCF), 22 ans, Etudiant
 Valérie VILLEMARINE (PCF), 56 ans, Agent du Port autonome Nantes-St Nazaire
 Yves DEVEDEC (PCF), 52 ans, Syndicaliste de la métallurgie

Canton de REZE 2

Clément CHEBANIER (PCF), 36 ans, Chargé de mission
Gulasor UZUNPINAR (PCF), 34 ans, Comptable
 Yann VINCE (PCF), 67 ans, Conseiller municipal de Rezé
 Laure DEGOBERT (PCF), 21 ans, Mère au foyer

Canton de St Herblain 1

Pierre CAMUS LUTZ (PCF), 28 ans, Adjoint au Maire de Coëron
Florence COUVEZ (PCF), 48 ans, Assistante en action sanitaire et sociale
 Jean-Pierre FROMONTEIL (PCF), 67 ans, Conseiller municipal de St Herblain
 Rosalia RINCE (PCF), 70 ans, Retraitée

Canton de St Herblain 2

Newroz CALHAN (PCF), 20 ans, Etudiante
Lény OLLIVIER (PCF), 38 ans, Assistant médico-social
 Nina TILMONT (PCF), 38 ans, Gestionnaire sinistres assurance emprunteurs
 Christophe LANCIEN (PCF), 53 ans, Educateur Spécialisé

Canton de St Nazaire 1

Fabienne DESSABLES (PCF), 39 ans, Conductrice de trains à la SNCF
Patrick VOSGIEN (PCF), 65 ans, Retraité
 Michelle MOUNY (PCF), 65 ans, Retraitée
 Patrice MARION (PCF), 59 ans, Syndicaliste de la métallurgie

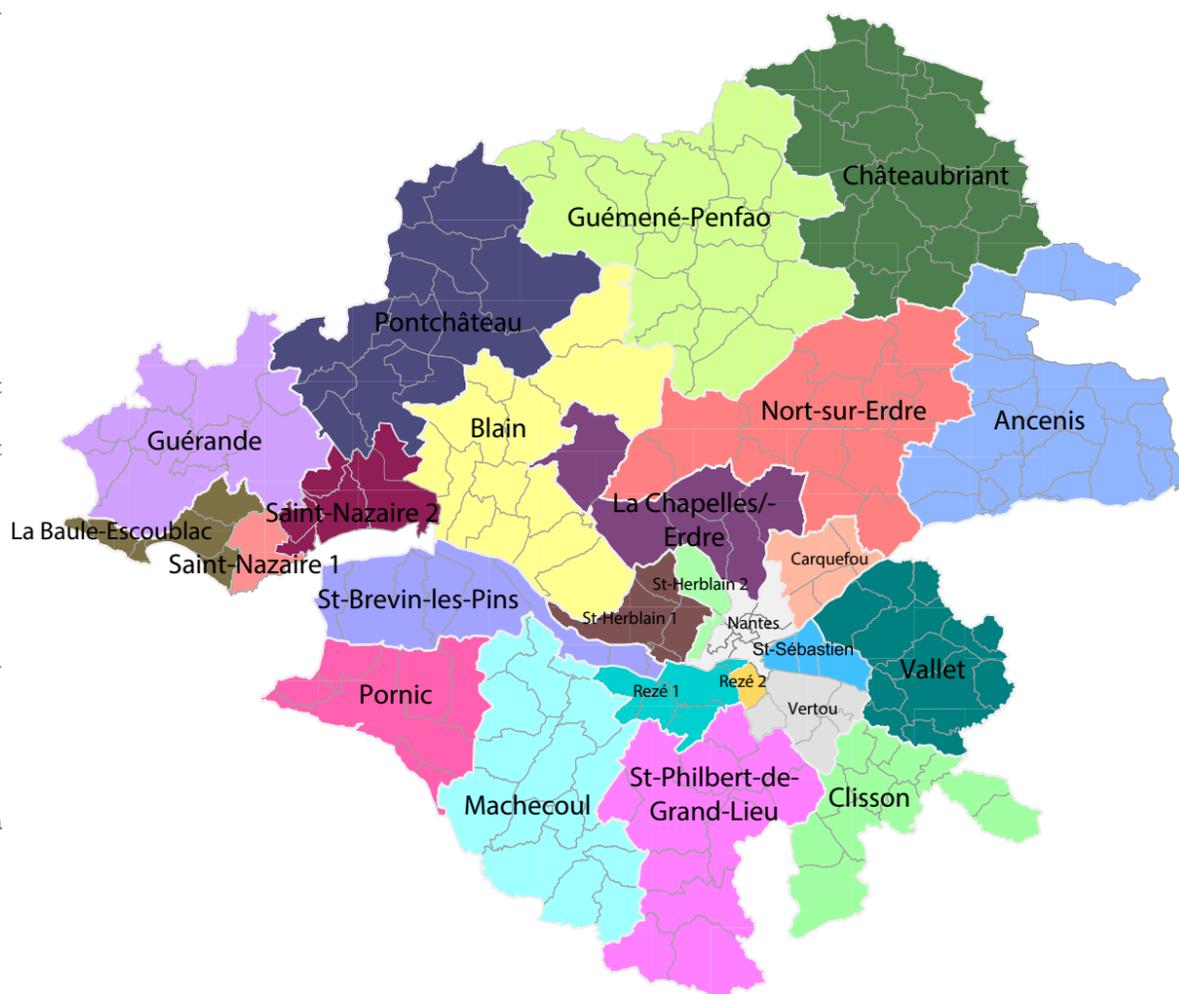
Canton de St Nazaire 2

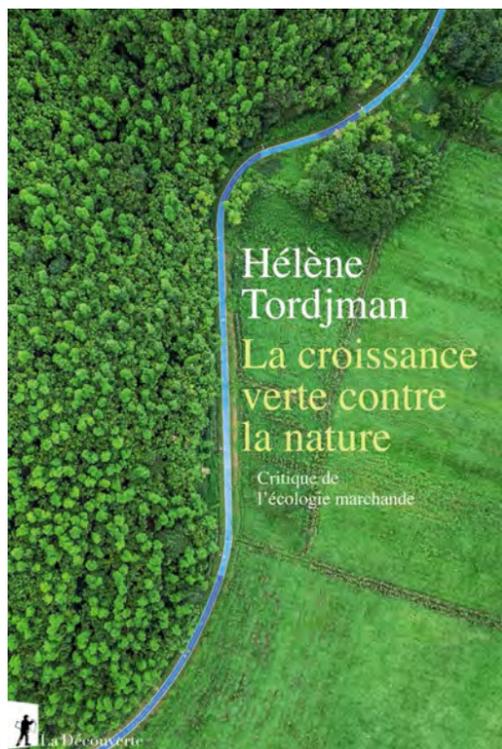
Antoine BARRETEAU (PCF), 49 ans, Instituteur
Delphine BITHOREL (PCF), 48 ans, Syndicaliste de la métallurgie
 Patrick BERTU (PCF), 64 ans, Retraité
 Malorie PENNANECH'C (militante de gauche), 40 ans, ATSEM

Canton de Vertou

Fabienne CAILLEAU (PCF), 54 ans, Agent SNCF
Laurent MONDOU (PCF), 52 ans, Conducteur de trains à la SNCF
 Marie DAVID (PCF), 61 ans, Employée de commerce
 Boris PRAUD (PCF), 43 ans, Ouvrier dans une biscuiterie

Enfin les candidatures (divers gauche) de Claude Cano et de Christelle Dugast sur le canton de St Sébastien sur Loire sont soutenues par le parti communiste.





La croissance verte ?

Le capitalisme vert n'en finit pas de multiplier les concepts pour faire accepter ses manoeuvres : croissance verte, Green New Deal, transition écologique et numérique, bioéconomie inclusive... En mettant en pleine lumière les recherches de profits éhontés menées par des acteurs tout-puissants, Hélène Tordjman, avec son livre « La croissance verte contre la nature », révèle les ficelles de tout ce qui se trame sous couvert de « Transition écologique ».

Loin de s'en offusquer, les États, aveuglés par une idéologie libérale, accompagnent cette marchandisation de la nature, voire aident les complexes agro-alimentaires dans leurs expériences d'apprentis sorciers : création de micro-organismes n'ayant jamais existé pour leur faire produire de l'essence, du plastique, ou absorber des marées noires, transformer l'information génétique de tous les êtres vivants en ressources productives et marchandes...

Ces dernières décennies ont été mis en place des brevets sur des semences à usage unique ou sur « l'édition » de génomes, c'est-à-dire sur les « corrections » faites sur les génomes en vue de les « améliorer », des organismes se sont mis à faire des évaluations monétaire d'hectares d'océans ou de forêts, ou encore de phéno-

mènes naturels comme la pollinisation ou la photosynthèse (que « rapportent » la pollinisation ou la photosynthèse à l'économie ?). A contrario, ont été aussi calculés les « coûts » de la pollution, ceci dans un but supposé de réparation ainsi que, nous l'avons vu, d'achat et de vente de « droit à polluer ».

Le seul prisme au travers duquel le rapport des humains à la nature est vu est donc celui de l'économie de marché et de ses outils financiers. La mise en pratique des mesures « vertes » orchestrée par les grands groupes bénéficiant de la candeur des populations, trompées par un greenwashing de surface et prêtes à soutenir ce système prédateur, en orientant par exemple son épargne vers des activités supposées « vertes ». Système qui exclut de leur habitat traditionnel des peuples considérés comme « non respectueux de l'environnement », qui poursuit l'exploitation des enfants dans les mines de cobalt par des entreprises qui « compensent » en payant...

Pour conclure, l'auteure dessine un certain nombre de pistes qui permettraient de renverser la vapeur. Celles-ci tournent le dos à l'économie de marché et sa finance. Elles remettent en question un certain nombre de principe, dont celui de propriété privée.

Occupation de Graslin

Stop ou encore ?

Cela fait deux mois bien sonnés que le théâtre Graslin est occupé par les acteurs culturels, bien décidés à faire entendre leurs revendications. A la suite du théâtre de l'Odéon de Paris dont l'occupation a commencé le 4 mars, jusqu'à 150 lieux de spectacles ont été embarqués dans un impressionnant mouvement de contestation, lieux parfois expulsés mais suivis d'ouvertures nouvelles, allant jusqu'à essaimer hors des frontières – Bruxelles, Milan, Naples, Rome, Athènes.

Le 10 mars, Nantes marquait son entrée dans le mouvement en occupant Graslin, puis, dans le département, Saint-Nazaire, Couëron, Ancenis, Clisson...

Très vite, autour de l'opéra Graslin s'est retrouvé l'ensemble des acteurs du monde culturel, intermittentes et intermittents, techniciennes et techniciens, artistes... soutenus par le personnel du lieu, et par les élus de la Ville, notamment Aymeric Seasseau, adjoint communiste à la culture.

Depuis deux mois, tout en permettant que se déroulent normalement des répétitions et des captations de spectacles, le théâtre Graslin et la place ont été le lieu de convergences de toutes les mobilisations. Le personnel du CHU a même mis en place un « bureau de recrutement » sur la place pour alerter sur les sous-effectifs et le manque de moyens du secteur de la santé. La CGT spectacle, très présente, donne le ton. Seul bémol, le collectif occupant les lieux n'a pas eu la possibilité d'adresser de communiqué lors des captations. Sur place ont lieu des assemblées générales parfois animées, des réunions thématiques et, tous les jours à 13 heures, devant les marches, une agora où se relaient les prises de parole, des lectures, des performances... Parfois, le bouillonnement de la place déborde, et la chorale des intermittents va annoncer le couvre-feu ou animer les manifestations politiques et syndicales : premier mai, postiers, électriciens...

L'heure est maintenant aux annonces de réouverture. Des séances de travail avec les directrices et directeurs des lieux culturels permettent aux occupants de mettre sur la table les revendications qui se font jour (voir encadré). Il paraît évident qu'une reprise « sèche » est difficilement envisageable et qu'il va falloir tenir compte de l'état de fragilisation avancée d'un secteur mis à l'arrêt depuis plus d'une année. Celui-ci ne pourra



redémarrer que peu à peu, avec des jauges réduites, pour des grandes salles seulement, des festivals annulés... **Pour réouvrir sereinement, il semble indispensable de mettre en place un plan conséquent de reprise de l'emploi concernant l'ensemble du secteur et intégrant un report des droits sur plusieurs mois encore.** Outre la dimension économique – quid des heures non travaillées par les intermittents ? -, il y a une véritable volonté de proposer au public des spectacles porteurs de messages de sensibilisation aux problèmes du secteur. Afin que la reprise ne se fasse pas sur un mode dégradé, le collectif en appelle aux pouvoirs publics et souhaite de leur part un engagement clair.

Samedi 22 mai, le collectif d'occupation invite chacune et chacun à venir avec son casse-croûte partager un « banquet de la colère ».



Réouverture des lieux culturels : pour une reprise solidaire

(extrait du communiqué des directrices et directeurs des lieux occupés)

Nous demandons à l'État de prendre au plus vite des mesures budgétaires adaptées au contexte de crise inédit que nous traversons, comme il l'a fait pour d'autres secteurs

La prolongation de l'année blanche pour les intermittent-e-s du spectacle et du cinéma jusqu'au 31 août 2022 ;

Un soutien à toutes les structures en difficulté, qu'elles soient publiques ou privées (théâtres, salles de spectacles ou de concerts, mais aussi discothèques, cafés-culture, tiers-lieux, lieux d'accompagnement et de professionnalisation, musées et galeries, festivals etc.), et quels que soient leur taille et leur territoire, afin de lever les obstacles à la diffusion des spectacles dans les 24 mois qui viennent ;

Un plan de relance pour l'emploi culturel qui permette de rémunérer au juste prix les répétitions, résidences, temps de recherche, entraînements, etc. des équipes artistiques ;

Des dispositifs d'accompagnement spécifique pour les auteur-ric-e-s et compositeur-ric-e-s, ainsi que pour les jeunes professionnel-le-s, notamment les primo-entrant-e-s dans le régime de l'intermittence ;

Un soutien urgent aux organismes sociaux du secteur culturel : CMB, AFDAS et Audiens ;

Le retrait de tout projet de réforme de l'assurance chômage dans un contexte où les plus fragilisé-e-s de nos concitoyen-ne-s sont déjà les grandes victimes de la crise sanitaire et économique que nous traversons.

Vendredi 28 mai 18h30

Le PCF et les pays socialistes

Pour le PCF, la critique et la remise en question du socialisme de type soviétique (à dominante étatiste) se fera progressivement, marquée par le temps long mêlant lente progressivité puis accélération. Des premiers jalons avec l'interview en 1946 de M. Thorez au Times, pour une république sociale et démocratique, seront cependant laissés en friche avec l'intensification de la Guerre froide.

Au début des années soixante, les premières critiques débouchent en 1968 sur la condamnation de l'intervention soviétique contre la démocratisation du socialisme en Tchécoslovaquie. L'historien M. Ferro considère qu'il s'agit d'un point de progrès fort du divorce réel avec ce modèle.

Incontestablement, les années 1970 sont un moment d'accélération. Le parti étant à la pointe pour le combat en faveur du programme commun d'union de la gauche.

En 1976, il rejette toute idée de modèle (à la fois concret ou théorique) en proposant un socialisme aux couleurs de la France, une voie démocratique pour un socialisme lui-même démocratique. Le socialisme se construisant nécessairement à partir des contradictions de la société existante. La phrase « le bilan globalement positif des pays socialistes » en 1979 a fait couler beaucoup d'encre...

C'est en retravaillant la question communiste -qui est un mouvement réel d'émancipation- que le PCF va construire des réponses nouvelles pour une alternative sociale...



Notre cycle de conférences sur certains aspects des **cent premières années du parti communiste** a pour objet de faire connaître son histoire, notre histoire.

Dans le conformisme ambiant et dominant, **il est de bon ton de faire ressortir régulièrement ces points négatifs, de dénigrer voire de criminaliser cette histoire pour mieux dévaloriser ce que nous sommes aujourd'hui.** L'histoire n'est pas neutre et fait partie de la bataille idéologique.

Loin d'un regard passiste, il s'est agi par cette riche histoire de montrer l'utilité de ce parti aux intérêts du peuple travailleur, à la nation, aux solidarités internationalistes, à la création, à l'alternative sociale... sans oublier des points critiques.

Et demain !

Conférence débat le 11 juin 2021

C'est celle de l'apport communiste dans la société française et au niveau international, un courant qui reste nécessaire pour aujourd'hui et demain et cela dans des conditions évidemment nouvelles. En effet, tout en prenant en compte des défauts, le PCF a toujours su renouveler sa stratégie, ses propositions, son projet social et politique. Une modernité qui n'est pas d'apparence.

Cette actualité demeure, non par dogme ou par nostalgie, mais parce que les contradictions du capitalisme et du libéralisme économique perdurent. Résoudre et dépasser les formes de l'exploitation et les dominations de ce système d'organisation sociale au XXI^e s demeurent.

K. Marx le disait déjà au XIX^e s : « le capitalisme exploite l'être humain comme il exploite la terre... ». Sa logique essentielle, l'aliénation du travail et de l'humain par le taux de profit perdure, tout en abîmant la planète.

Ne s'agit-il pas aujourd'hui d'ouvrir une nouvelle phase d'un communisme du 21^e s ? A la fois démocratique, social et écologique ? Irriguée par des propositions concrètes : sécurité d'emploi /formation, reconquête industrielle en assurant la transition écologique, progression des droits des salariés, développement des services et du secteur public, revenus pour une vie digne pour les salariés comme pour les étudiants...

Et demain, quelle sera l'intervention populaire, sociale, citoyenne pour œuvrer à une telle perspective sans laquelle rien ne peut se construire durablement ?

Jean-Yves MARTIN

« Je me suis senti, sans discontinuer, chez moi »

Impossible de tout dire en une page, je m'y risque. On ne naît pas communiste, on le devient. De mon adolescence au cœur des Mauges de la Chouannerie, à Cholet, je me souviens que mon père, prof de « la laïque », était « compagnon de route » du PCF. **Mais tous mes copains d'école étant cathos et allant au « patro du curé », réalisme oblige, le jeudi après-midi j'y allais aussi pour être avec eux. Pourtant, je suis resté un fieffé mécréant de la génération Vaillant/Pif-Gadget.** Mon tout premier acte militant a été, au 13 mai 1958, de distribuer un tract « De Gaulle = fascisme » - sans en mesurer l'excès - dans les HLM de mon quartier. À l'adolescence, lycéen à Colbert - où j'aurais pu croiser J-M. Ayrault ! - j'étais plus attiré par le rock naissant, le jazz de toujours, et... « SLC », de 17h. à 17h30 sur Europe N°1 ! « Boomer », ok, mais sans honte ni regret.

Quelques années plus tard, j'ai vécu 68 en tant qu'étudiant au Quartier Latin, tout en étant pion dans un lycée de banlieue du sud-est (G.Budé). D'où le privilège d'avoir eu des professeurs de renom, communistes réputés : Jean Dresch (le Maghreb), Pierre George (géo humaine et urbaine)* Côté historiens, c'était l'apogée de Jean Bruhat et d'Albert Soboul (« Sans-culottes de l'An II »), et les débuts de Jean Ellenstein (Hist. de l'URSS).

Loin des lumières de ces grands maîtres, j'ai commencé à enseigner au lycée comme maître-auxiliaire. J'y côtoyais des collègues communistes : les philosophes J.Textier (spécialiste de Gramsci) et Y.Vargas (id. pour Rousseau), ainsi que l'historienne M.Fogel (la monarchie au Siècle des Lumières). Dans la cellule du lycée où nous nous retrouvions, j'étais à bonne école, un peu frondeuse, c'est vrai. Et, pour me hisser au niveau, une boulimie de lecture qui ne m'a jamais quitté depuis : les « classiques du marxisme » aux Éditions sociales (petits formats orange), mais aussi L.Althusser (« Lire le capital » 1965, et « Pour Marx » 1971, chez Maspéro) ! **S'y ajoutant, Henri Lefebvre philosophe marxiste « non-orthodoxe », alors « en délicatesse » avec le PCF pour plus de vingt cinq ans** : du « Droit à la ville » (1968) à « La production de l'espace » (1974), avec un retour à la « Critique de la vie quotidienne » (1947). Pour moi, parmi les « mille marxismes » d'André Tosel, l'une des bifurcations ratées par mon parti, qui lui préférerait alors R.Garaudy !



De l'épisode soixante-huitard, vécu à l'intérieur du grand bazar sorbonnard, j'ai été vacciné, d'une unique dose, contre le gauchisme, cette perpétuelle « maladie infantile du communisme » (Lénine, 1920). Sympathisant depuis un an, mais jugeant ne pas être assez « au point » pour adhérer, je ne l'ai fait qu'à la rentrée de septembre 1968. Le déclin ? le PCF ayant désapprouvé, en août 68, l'intervention du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie du « Printemps de Prague », selon moi un signe d'émancipation tangible à l'égard de Moscou.

Depuis, comme nombre de militant(e)s, j'ai pratiqué tout l'éventail des tâches, ici ou là. Le grattage appliqué des moules à la fête de l'Huma - elle se tenait encore au bois de Vincennes ; les « collages massifs », grands moments de fraternité rigolarde ! la diffusion de ce « journal que l'on vend le matin d'un dimanche », que je n'ai jamais cessée ; le conseil départemental, avec le plaisir d'y écouter Henri Malberg intervenir ; un journal de cellule à Savenay (66 n° de 2001 à 2017), avec un site web communiste du Canton, dès 2001 ; dix ans de pages « culture-idées » dans les NLA, en pleine liberté, avec Aymeric, Yannick puis Jérôme comme rédac-chefs successifs ; des interventions aux formations, philosophique et historique, jusqu'à il y a peu. Sans zapper la case élu (mais aussi un paquet de vestes, de quoi remplir une armoire bretonne). Une première fois en 1970, pour reconquérir une mairie communiste perdue en banlieue sud-est, adjoint au Dr. Guy Berjal. Une seconde fois dans ma commune actuelle depuis 1981, la Chapelle-Launay, pour la gagner, en 2008, contre toute attente, à la gauche unie. Être élu ? C'est

à la fois passionnant, stressant et assez frustrant de ne pas pouvoir faire plus pour ceux qui en ont le plus besoin, et devenu tellement chronophage. Mais d'où il ressort ce constat d'évidence : ça vaut le coup, car rien n'est plus pareil dès qu'il y a des élu(e)s communistes dans une assemblée, quelle qu'elle soit, d'une commune à l'État.

Au retour dans mon département natal, en 1978, j'avais donc repris aussitôt contact avec le parti auprès d'Yvette, directrice d'école à Donges, puis avec Maurice, lointain cousin par alliance, à la mode de Brière. Replongée immédiate dans l'activité, et nouvelles rencontres. Au risque d'en oublier, je citerai Pierre et Jean, le résistant et l'historien, que je rejoins à l'AREMORS de Saint-Nazaire (association d'histoire sociale), au milieu des années 1980. Et tant d'autres, comme Régis, grand spécialiste de la littérature antillaise, anticoloniale et pacifiste, numismate à ses heures, intellectuel grand amateur de porte-à-porte et de diffusion de l'HD... Son conseil : « j'ai appris beaucoup. Apprends aussi et tu sauras faire savoir » (2002); Jean-Claude, qui m'a fait l'insigne honneur, très immérité, d'écrire le prologue de son livre « Route de la fin » en 2011. **Et depuis longtemps Yann, rezéen complice en histoire, et, plus tard, André, historien-économiste marxiste nantais, qui sont devenus des amis. Et tous les « copains » de l'entre-deux de Saint-Nazaire à Nantes, dans les cellules et sections.** En Brière d'abord, avec Hubert, sans oublier Jean-René, qui s'amusait de mon obstination quand, trop prof, j'avais « décidé d'expliquer » ; puis de la Basse-Loire, avec Yannick et Roger... ! Je ne peux évidemment les citer tous/tes.

Quel bilan ? Tous ces visages forment une grande famille où, malgré quelques préventions à l'égard du « parisien » ou de « l'intello », je me suis senti, sans discontinuer, chez moi. **Exactement là où je devais être. Au bout du chemin, malgré les doutes (Aragon ne disait-il pas : « je démissionne chaque soir, et je réadhère chaque matin » ?) et quelques désaccords assumés - ni le lieu ni l'heure d'en parler ici - je sais intimement, n'étant pas né communiste, que je mourrai assurément en l'ayant été, et resté.**

* Je passe. J'ai raconté plus en détail ce parcours géo-initiatique personnel dans un récent livre (Petit Pavé, 2020).

Élection présidentielle 2022

Le PCF propose la candidature de Fabien Roussel

Dans la situation inédite de crise sanitaire que nous vivons et alors que nous sommes engagés pleinement dans de nombreuses luttes et dans les échéances départementales et régionales en cours, je veux souligner la participation massive des communistes à ce vote qui montre l'importance qu'ils accordent aux choix de leur parti sur les échéances de 2022.

43 888 communistes à jour de leurs cotisations et ayant adhéré au PCF il y a plus de trois mois étaient appelé-e-s à se prononcer sur les choix du PCF pour les échéances électorales de 2022. 30 217 de ces électrices et électeurs inscrit-e-s ont voté, soit 68,85 % des inscrit-e-s. C'est une participation exceptionnelle dans cette période. Il y a eu 428 bulletins blancs ou nuls, et 29 789 suffrages exprimés.

Concernant le choix stratégique pour ces échéances, deux options étaient soumises au vote :

L'option 1 qui propose de présenter une candidature communiste à la présidentielle et de travailler à construire un pacte d'engagements communs pour les élections législatives ;

L'option 2 qui propose de travailler un processus commun avec les autres forces de gauche et de réunir une nouvelle conférence nationale au second semestre pour se prononcer sur les résultats de cette démarche.

Sur le choix stratégique, il y a eu 29 468 exprimés. L'option 1 est majoritaire dans le vote en recueillant 21 356 voix (72,47 %). L'option 2 obtient quant à elle 6 822 voix (23,15 %). 1 290 votant-e-s se sont abstenu-e-s (4,38 %).

Concernant le choix du candidat à l'élection présidentielle, trois candidatures étaient soumises au vote, celle de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, ainsi que celles d'Emmanuel Dang Tran et de Grégoire Munck.

Il y a eu 28 238 exprimés. La candidature de Fabien Roussel est majoritaire avec 23 245 voix (82,32 %). Celle d'Emmanuel Dang Tran recueille 514 voix (1,82 %). Et celle de Grégoire Munck recueille 46 voix (0,16 %). 4 433 votant-e-s se sont abstenu-e-s (15,70 %).

En application de ses statuts, le PCF propose **donc la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2022** et travaillera à construire un pacte d'engagements communs pour les élections législatives.

Igor Zamichiei (extrait)

Hommages

Nicole CLAQUIN



C'est avec émotion que Jean-Louis LE CORRE, Maire Honoraire et les anciens conseillers municipaux de Trignac ont appris le décès de Madame Nicole CLAQUIN, le 23 avril 2021, après une longue et douloureuse maladie.

Nicole CLAQUIN a été élue conseillère municipale durant deux mandats de 1995 à 2008 où elle avait apporté tout son engagement social et politique en faveur des Trignacais et des Trignacaises.

Elle fut par ailleurs membre du Conseil d'Administration de la MAEPA Camille Claudel. Les anciens et anciennes collègues, le parti communiste, ses amis, assurent leur soutien et leur solidarité à son mari Jérôme CLAQUIN et à sa famille, et leur prient d'accepter leurs très sincères condoléances. Les obsèques auront lieu jeudi 29 avril à 9h30 au crématorium de la Fontaine Tuaud à Saint Nazaire, puis les cendres seront déposées à 14h00 au cimetière de Trignac.

La Commune de Paris 1871

L'armée versaillaise massacre les communards

Le pouvoir communaliste élu le 26 mars aura eu peu de temps de paix pour réaliser son œuvre sociale. La menace pèse dès le début. A. Thiers, l'homme qui gagne en 1 mois le salaire d'un mineur de fond en 24 ans, est le grand ordonnateur de la sanglante répression de La Commune.

Il agit au nom d'un gouvernement qui promeut ses intérêts de classe, d'un pouvoir d'exploitation à la fois bourgeois et monarchiste, une répétition du « parti de l'ordre » dominant, comme en juin 1848. Il faut « tuer » et châtier Paris Libre, le pouvoir communal démocratique, la république sociale et ses promesses d'avenir, de dignité de vie pour le peuple laborieux. Thiers, ministre de l'intérieur en 1834, avait déjà fait réprimer le mouvement des canuts Lyonnais (près de 600 tués) et l'insurrection parisienne.



Les versaillais engagent la guerre civile dès le 2 avril au sud de la ville. Le 3 avril, La Commune tente une percée au-delà des fortifications qui entourent Paris. Objectif : repousser les menaces, il est déjà trop tard ! De fait, après le 18 mars La Commune parisienne avait hésité à « marcher sur Versailles ». Reconnu après ces combats, G. Flourens, le commissaire à la guerre, est assassiné. Suivront l'exécution sommaire de l'internationaliste E. Duval, commissaire militaire du 13e et de son aide d'état-major. C'est un fait, les exécutions sommaires commencent dès les premiers combats, ainsi les prisonniers communards le sont sur l'ordre du Général Galliffet.

Le général Dombrowski, d'origine polonaise, est nommé commandant en chef de la garde nationale de La Commune. Il est un organisateur de valeur qui met ses qualités au service de la lutte. La paix est signée avec la Prusse, le pouvoir versaillais obtient un accord secret. Les troupes pourront traverser les lignes prussiennes (qui ferment les issues de l'autre côté) pour rétablir l'ordre à Paris. Les bombardements commencés début mai provoquent des destructions d'habitations, le feu gagne. Le 21 mai, les troupes versaillaises forcent une porte au sud de Paris et investissent rapidement les 15 et 16e arr.

C'est le début de la « semaine sanglante ». Les exécutions dans Paris continuent systématiquement. Sous l'empire des travaux d'embellissement de la ville du préfet Haussmann, de création de grandes artères ont dans le même mouvement permis de faciliter le nettoyage par le tir au canon et d'empêcher les barricades, des incendies en résultent. L'armée avance rapidement, pour ralentir cette progression des bâtiments sont incendiés, les Tuileries symbole de la monarchie, l'Hôtel de ville. La féroce répression de la droite versaillaise se renforce au rythme de la marche. Ils fusillent partout par fournées entières. En représailles, La commune fait exécuter des otages.

Les forces de La Commune avaient cependant érigé de nombreuses barricades (autour de 160), en particulier dans l'est de Paris. Les arrondissements du 11e, 19e et du 20e, **les quartiers les plus populaires résistent, mais Belleville est submergé, la dernière barricade tombe le 28 mai, ce même jour 1900 fédérés sont fusillés dans 2 prisons (La Roquette).**

Officiellement 17 000 communards sont tués pendant les combats. Cependant avec les nombreuses exécutions sommaires plus de 20 000 communards périssent. Une répression qui se termine avec les violents combats dans le cimetière du Père-Lachaise. 147 parisiens sont exécutés devant le mur, aujourd'hui le « mur des Fédérés ».

Connus et inconnus, ils ont fait La Commune. Louise Michel l'institutrice qui sera déportée comme 4 000 de ses sœurs et frères de lutte. **Leurs visages et leurs actions restent dans l'histoire. Eugène Pottier échappe de justesse à la répression. Il remanie son texte de l'Internationale après l'écrasement des communards. Un chant de lutte et d'espoir.**

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Louis CHRETIEN Pedro MAIA
 Pascal DIVAY Véronique MAHE



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne